

WWW.CCIFIC.ORG

# Chine - Rapport Veille Médiatique

## CCIFIC

中国法国工商会

CHAMBRE DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE FRANÇAISE EN CHINE



Semaine 26  
(23 – 27 juin 2014)

# Chine - Rapport Veille Médiatique



CONJONCTURE SANITAIRE	
<b>Media</b>	<b>Synthèse</b>
<p><b>Publication :</b> China Food Safety Newspaper</p> <p><b>Date de publication :</b> 23 Juin 2014</p> <p><b>Journaliste :</b> 简志</p> <p><b>Province :</b> Beijing</p>	<p>AQSIQ a publié le 18 juin un document sur le renforcement du contrôle sur la qualité et la sûreté des biens de consommation en proposant des mesures visant à « prendre la garantie de la sécurité comme la ligne rouge autour du renforcement du traitement et en fonction de la constatation de problèmes ». Selon le texte, plusieurs principes sont mentionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Identifier les problèmes de sécurité sanitaire</li><li>- Renforcement des contrôles</li><li>- Prélèvement d'échantillons sur chaque sur 50% des lots</li></ul> <p>Selon ce même document, AQSIQ indique que le contrôle de qualité et de sécurité des biens de consommation doit avoir pour point de départ d'assurer la sécurité, d'assainir l'espace et restaurer la confiance en matière de consommation en mettant l'accent sur les quatre principes : l'orientation du bien-être du peuple, renforcement de l'éthique professionnelle, la gestion des risques et la coordination entre les institutions.</p>
<b>Liens</b>	<a href="http://www.cfsn.cn/2014-06/23/content_212955.htm">http://www.cfsn.cn/2014-06/23/content_212955.htm</a>

# Chine - Rapport Veille Médiatique



CONJONCTURE SANITAIRE	
<b>Media</b>	<b>Synthèse</b>
<p><b>Publication :</b> China Food Safety Newspaper</p> <p><b>Date de publication :</b> 23 Juin 2014</p> <p><b>Journaliste :</b></p> <p><b>Province :</b> Beijing</p>	<p>Le 23 juin, le projet d'amendement à la Loi sur la sûreté alimentaire sera soumis à la 9e session du Comité permanent de la 12e Assemblée populaire nationale pour examen. Cette loi garantissant la « sûreté au bout de la langue », promulguée en 2009, fait face à une révision importante seulement 5 ans après l'entrée en vigueur, tant les autorités que les experts ressentent la nécessité de modification.</p> <p>En octobre dernier, le Bureau des affaires juridiques relevant du Conseil des Affaires d'État a publié le texte pour examen du projet d'amendement de la Loi sur la sûreté alimentaire. Selon plusieurs experts, la plupart des modifications du projet poursuivent l'idée du texte soumis pour examen en augmentant considérablement les amendes pour les entreprises illégales, le gouvernement local ou provincial verra également sa responsabilité engagée (Dans les cas extrêmes, le Gouverneur sera puni sanctionné).</p>
<b>Liens</b>	<a href="http://www.cfsn.cn/2014-06/23/content_212957.htm">http://www.cfsn.cn/2014-06/23/content_212957.htm</a>

# Chine - Rapport Veille Médiatique



## CONJONCTURE SANITAIRE

### Media

### Synthèse

Pour appliquer la Notification de la Direction générale du Conseil des Affaires d'État sur le renforcement du contrôle sur la qualité et la sûreté des produits agricoles (n° DGCAF [2013] 106), la Notification de la Direction générale du Conseil des Affaires d'État sur la distribution de l'arrangement de travail clé de la sûreté alimentaire 2014 (n° DGCAF [2014] 20) et les nouvelles exigences d'ajustement des responsabilités de contrôle sur l'abattage porcin, à l'accomplissement du contrôle sur la qualité et la sûreté de l'abattage porcin en 2014, nous faisons connaître ce qui comme suit :

I. Connaître à fond la situation, consolider le contrôle sur la qualité et la sûreté pour assurer l'abattage porcin

Analyser les abattoirs locaux et ajouter les informations collectées (épizooties) sur une base informatique dont la gestion et la traçabilité seront uniformisées au niveau provincial et national, promouvoir la construction de la base de données des entreprises d'abattage porcin, réaliser progressivement la gestion échelonnée des risques, la guidance selon leur catégorie et le contrôle dynamique des entreprises d'abattage.

II. Effectuer un contrôle rigoureux et responsabiliser les entreprises d'abattage porcin sur toute la chaîne de valeur.

Les entreprises d'abattage porcin assument la responsabilité pour la qualité et la sûreté. Il faut les inciter à appliquer strictement les systèmes de contrôle y compris la vérification et l'enregistrement à l'accès à l'abattoir, le repos des bétails à abattre, le contrôle de la qualité de la viande, l'autocontrôle de clenbutérol (ractopamine) et la décontamination, renforcer la construction du système de contrôle de qualité et de sûreté. Intensifier le contrôle dans les bassins de production porcin, renforcer le contrôle et la surveillance des produits vétérinaires, établir le système de label et de traçabilité dans le bassin de production local, réaliser le contrôle épizootique de l'élevage à l'abattage.

III. Procéder à des tests scientifiques et consolider l'évaluation des risques de qualité et de sûreté de l'abattage porcin.

IV. Renforcer la direction, mettre en place un mécanisme permanent de contrôle de qualité et de sûreté de l'abattage porcin.

**Publication :** [www.moa.gov.cn](http://www.moa.gov.cn)

**Date de publication :** 20 Juin 2014

**Journaliste :**

**Province :** Beijing

**Liens**

[http://www.moa.gov.cn/zwl/m/zcfg/nybgz/201406/t20140620\\_3945901.htm](http://www.moa.gov.cn/zwl/m/zcfg/nybgz/201406/t20140620_3945901.htm)

# Chine - Rapport Veille Médiatique



CONJONCTURE SANITAIRE	
<b>Media</b>	<b>Synthèse</b>
<p><b>Publication :</b> China Food Newspaper 新京报</p> <p><b>Date de publication :</b> 24 Juin 2014</p> <p><b>Journaliste :</b></p> <p><b>Province :</b> Beijing</p>	<p>Le Comité permanent de la 12e Assemblée populaire nationale a entamé, dans la matinée du 23 juin, sa 9e session au Grand Palais du Peuple à Beijing. Zhang Yong, directeur général de l'Administration nationale des Produits alimentaires et pharmaceutiques, a donné des explications sur le projet de révision de la Loi sur la sûreté alimentaire. Au nom de la Cour populaire suprême, son président, Zhou Qiang, sur mandat du Parquet populaire suprême, a communiqué sur le projet de décentralisation de la décision sur l'application des sanctions pénales dans certaines régions (afin d'accélérer les procédures).</p> <p>Désormais, les entreprises laitières chinoises ne sont plus autorisées à fabriquer leur produit OEM ou produit infantile réemballé. Hier, Le projet d'amendement à la Loi sur la sûreté alimentaire a été soumis à l'examen de la 9e session du Comité permanent de la 12e Assemblée populaire nationale. Selon le projet, un nouvel article a prescrit une « ordonnance » pour le contrôle des aliments maternisés pour bébés.</p>
<b>Liens</b>	<a href="http://www.cnfood.cn/n/2014/0624/22953.html">http://www.cnfood.cn/n/2014/0624/22953.html</a>

# Chine - Rapport Veille Médiatique



CONJONCTURE SANITAIRE	
Media	Synthèse
<p><b>Publication :</b> China Food Newspaper 大洋网-广州日报</p> <p><b>Date de publication :</b> 24 Juin 2014</p> <p><b>Journaliste :</b></p> <p><b>Province :</b> Beijing</p>	<p>Hier, le Bureau municipal de contrôle des prix de Guangzhou et 5 autres services ont publié la Notification sur l'attribution des subventions aux points de vente des volailles crues et fraîches. Selon la notification, pour les 87 premiers marchés de gros de produits frais qui ont réalisé l'optimisation des points de vente des volailles avant le 31 août 2014 conformément aux normes, le montant de subvention atteint 20 000 yuans pour chacun. Par ailleurs, certains points de vente qualifiés recevront un subside de guidance d'exploitation de 4 000 yuans en une seule fois.</p>
<b>Liens</b>	<a href="http://www.cnfood.cn/n/2014/0624/22971.html">http://www.cnfood.cn/n/2014/0624/22971.html</a>

# Chine - Rapport Veille Médiatique



CONJONCTURE SANITAIRE	
<b>Media</b>	<b>Synthèse</b>
<p><b>Publication :</b> China Food Newspaper</p> <p><b>Date de publication :</b> 23 Juin 2014</p> <p><b>Journaliste :</b></p> <p><b>Province :</b> Beijing</p>	<p>D'après ce que des journalistes de China Food Newspaper ont appris du Bureau provincial d'inspection et quarantaine à frontière du Shanxi le 20 juin que la Réglementation sur les résidus de pesticides dans les aliments, élaborée par le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong pendant 5 années, a été récemment publiée et entrera en vigueur à partir du 1er août 2014.</p> <p>Selon ce que les journalistes ont appris, les aliments et produits agricoles au marché de la Région administrative spéciale de Hong Kong sont principalement approvisionnés par la partie continentale de la Chine, parmi lesquels plus de 90% de légumes et plus de 80% d'animaux de bétail et de basse-cour. L'application de cette Réglementation exercera une influence importante sur les fournisseurs concernés et l'inspection. La Réglementation couvre 358 pesticides, 584 produits agro-alimentaires et 7186 limites de résidus de pesticides, soit le double par rapport à l'ancienne réglementation. La Réglementation adoptée au maximum des normes de pesticides du continent chinois, mais 86% des limites de résidus de pesticides ne sont pas encore prescrits par les règlements de l'intérieur du pays. Pour la situation vulnérable au problème de résidus de pesticides excédents dans les produits agricoles frais tels que les légumes et les fruits, les nouvelles normes prévoient pour la première fois des valeurs limites de résidus de pesticides des produits alimentaires intermédiaires, y compris les jus de fruit, fruits confits et fruits secs.</p>
<b>Liens</b>	<p><a href="http://www.cnfood.cn/n/2014/0623/22813.html">http://www.cnfood.cn/n/2014/0623/22813.html</a></p>

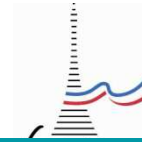
# Chine - Rapport Veille Médiatique



CONJONCTURE SANITAIRE	
<b>Media</b>	<b>Synthèse</b>
<p><b>Publication :</b> China Food Newspaper</p> <p><b>Date de publication :</b> 22 Juin 2014</p> <p><b>Journaliste :</b></p> <p><b>Province :</b> Xi'an</p>	<p>Le 20 juin, la première réunion de coordination d'inspection régionale des départements des CFDA du Nord-Ouest a eu lieu à Xi'an, les responsables des CFDA du Shaanxi, Gansu, Ningxia, Qinghai et Xinjiang s'y sont réunis pour discuter des affaires de coopération régionale dans l'agroalimentaire et le pharmaceutique. Ils ont signé l'Accord de coordination de vérification des aliments et des médicaments dans les cinq provinces et régions autonomes du Nord-Ouest (ci-après dénommé l'Accord), marquant la mise en place du mécanisme correspondant. Guo Wenqi, membre du groupe dirigeant du Parti et inspecteur général de sûreté alimentaire de CFDA y a assisté et réalisé un discours..</p> <p>Selon l'Accord, il faut parachever un mécanisme d'assistance mutuelle en matière d'enquête des cas entre les établissements d'inspection des aliments et des médicaments aux divers échelons dans la région. D'après ce qu'on a appris, la mise en place de ce mécanisme revêt une importance pour l'optimisation des ressources d'inspection des cinq provinces et régions autonomes du Nord-Ouest, l'amélioration de l'efficacité de lutte contre la fraude et les opérations contre la délinquance en matière d'agroalimentaire et de pharmaceutique.</p>
<b>Liens</b>	<a href="http://www.cnfood.cn/n/2014/0622/22812.html">http://www.cnfood.cn/n/2014/0622/22812.html</a>



# Chine - Rapport Veille Médiatique



## CONJONCTURE SANITAIRE

### Media

### Synthèse

**Publication :** China Food Newspaper

**Date de publication :** 23 Juin 2014

**Journaliste :**

**Province :** Beijing

D'après le Ministère du Commerce, pour améliorer la capacité de garantie de la sûreté alimentaire, la Chine met en place le système de traçabilité de la viande et des légumes dans 50 villes à travers le pays en assurant la traçabilité de l'amont à l'aval des légumes et viande, la responsabilisation des acteurs pour garantir la sécurité sanitaire du panier de la ménagère.

Une exposition sur le thème de la traçabilité et circulation des produits alimentaires, organisée par le Ministère chinois du Commerce, se déroule actuellement à Beijing. Lors de l'exposition, Cao Yaojian, directeur de projet d'une société de technologie expose un nouveau système d'informations électroniques grâce auquel les consommateurs peuvent trouver facilement l'origine des légumes et viande qu'ils ont acheté et les informations concernées.

Ce système d'information électronique fait partie du système national de traçabilité de circulation de viande et de légumes en construction par le Ministère du Commerce. Depuis l'année 2010, le Ministère du Commerce a mis en place ce système national de traçabilité en quatre groupes dans 50 villes dans le pays. Aujourd'hui, ce système est déjà mis en service dans les deux premiers groupes de villes pilotes, y compris Shanghai, Hangzhou, Qingdao et Chengdu, couvrant deux centaines d'entreprises d'abattage, plus de 3 400 marchés aux légumes et un millier de supermarchés à succursales multiples, en effectuant une gestion de traçabilité de plus de 30 000 tonnes de viande et légumes sur toute la chaîne.

Selon Chang Xiaocun, la Chine s'inspirera des expériences internationales en étendant la couverture du système de traçabilité de viande et légumes afin de réaliser un réseau de traçabilité couvrant l'ensemble du pays. À la fin de la période prévue par le « XIIe Plan quinquennal », le système de traçabilité de viande et légumes couvrira les villes de plus de 1 million d'habitants : « Ce réseau national de traçabilité de viande et légumes, au profit de 500 – 600 millions d'habitants, a pour objet d'assurer une traçabilité, de dissuader les entreprises malhonnêtes et de raffermir la confiance des consommateurs. »

D'après la présentation, le gouvernement chinois a investi jusqu'à présent plus de 1,7 milliards de yuans dans la construction du système de traçabilité, et continue désormais d'accroître les fonds auxiliaires des gouvernements central et locaux dans ce domaine pour étendre graduellement le système de traçabilité de circulation des légumes et viande jusqu'aux médicaments traditionnels chinois, alcool, produits laitiers, fruits, etc.

### Liens

<http://www.cnfood.cn/n/2014/0623/22894.html>

# Chine - Rapport Veille Médiatique



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE LA FORÊT

CONJONCTURE SANITAIRE	
<b>Media</b>	<b>Synthèse</b>
<b>Publication : China Food Newspaper</b> <b>Date de publication : 24 Juin 2014</b> <b>Journaliste :</b> <b>Province : Beijing</b>	<p>La 9e session du Comité permanent de la 12e Assemblée populaire nationale, tenue hier à Beijing, a examiné pour la première fois le projet d'amendement à la Loi sur la sûreté alimentaire.</p> <p>La Loi sur la sûreté alimentaire en vigueur fait face à une révision importante 5 ans après sa promulgation en 2009. En conservant le cadre fondamental de la Loi sur la sûreté alimentaire en vigueur, le projet d'amendement a fait des modifications importantes à des articles existants selon les quatre idées : la prévention des risques, le contrôle tout au long du processus, le système de responsabilité juridique de différentes parties et la gestion sociale de la qualité et de la sûreté alimentaires.</p> <p>Le projet prévoit l'établissement du système de responsabilité juridique le plus stricte. Hier, Zhang Yong, Ministre de CFDA a donné des explications détaillées : prendre les sanctions les plus sévères à l'encontre des contrevenants, exercer le recours en responsabilité le plus sérieux sur les gouvernements locaux et départements de supervision prévaricateurs, et poursuivre de la façon la plus stricte les services de contrôle et de vérification qui se sont engagés dans des opérations illégales.</p>
<b>Liens</b>	<a href="http://www.cnfood.cn/n/2014/0624/22955.html">http://www.cnfood.cn/n/2014/0624/22955.html</a>